

Déclaration liminaire du Snudi FO 93 au CSA SD du 27 janvier

Monsieur le Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD,

Les travaux du CSA de ce mois de janvier s'inscrivent dans un contexte social tendu notamment par la volonté du gouvernement de s'attaquer aux régimes de retraites des salariés, les enseignants et les AESH ne sont pas épargnés par cette contre-réforme qui aggrave une fois de plus nos conditions de travail et de vie.

Des salaires qui ne suivent pas l'augmentation du coût de la vie, des situations de Risques Psychosociaux en augmentation et l'avenir promis d'aller travailler jusqu'à 64 ans dans ces conditions.

Comment peut-on rester sourd aux revendications des salariés de ce pays, des enseignants et AESH de l'Éducation Nationale ?

Comment rester sourd devant les légitimes revendications d'une profession soit disant en pleine « crise des vocations » ?

Des conditions de travail qui sont de plus en plus détériorées par toute une série de dispositifs mis en place :

- Attaque sur notre liberté pédagogique via les « formations en constellations ».
- Attaque de notre statut d'enseignants et de l'école républicaine et laïque par les « évaluations d'écoles »...
- A tout cela va se rajouter des fermetures de postes et des refus d'ouvertures de classes imposées par des contraintes budgétaires ministérielles.

Les « formations constellations », formations imposées pour quoi faire ?

Des « formations en constellations » où l'on impose à toute une équipe une thématique sans jamais écouter les demandes, les remarques et propositions des collègues.

Il faudra travailler dans cette direction et de cette façon et ce sera tout !

Le fil d'Ariane de ce dispositif est assez évident, si les résultats sont mauvais cela ne peut être qu'à cause des collègues, en aucun cas des effectifs, des difficultés sociales rencontrées par les familles, ni des intégrations à marche forcée et sans moyens humains.

Bien entendu l'analyse, l'expertise des collègues sur le terrain n'est pas retenue, ce qu'ils voient tous les jours ne doit pas être vu. Leur avis n'est pas entendu.

Tout cela rappelle le cynisme des schémas de travail à la chaîne où dans les années 80 un constructeur automobile représentait sur ces modélisations des ouvriers sans têtes, les considérant uniquement comme des forces de travail.

Les enseignants seraient considérés de même ? Ne seraient donc plus à même de réclamer les formations pédagogiques dont ils auraient besoin dans leurs classes. Ne seraient plus à même de demander des formations correspondant à leurs projets de classes ? Les professeurs ne seraient donc devenus que les exécutants zélés d'une politique pédagogique ?

Pour le Snudi FO 93 cela n'est pas acceptable !

Les évaluations d'écoles, système managérial inacceptable !

Tout cela s'accompagne désormais des « évaluations d'écoles » qui s'attaquent directement à notre statut. Ce ne serait donc plus les IEN qui viendraient évaluer les collègues mais les représentants des collectivités locales, les parents et même les élèves ? Bref que de grands spécialistes de la pédagogie à l'expertise incontestable ! L'éducation serait devenue un marché dont le consommateur serait devenu l'ultime évaluateur ? Les affaires sont les affaires et le client est roi !

On s'étonne de la crise des vocations mais, en plus de conditions salariales dégradées, les enseignants seront désormais sous le joug d'élus, de parents et d'élèves ? Les collègues ne sont pas dupes et ont bien compris que ces « évaluations » n'étaient ni plus ni moins que des « audits » comme c'est le cas dans le privé, comme c'est le cas dans de grandes multinationales.

Quelle sera l'étape suivante ? On notera les enseignants comme des livreurs de pizzas ? Comme les employés d'Amazon ? Les enseignants seront notés via une application avec des logos, bonhomme colère ou bonhomme sourire ? C'est pourtant ce qui s'est passé avec les employés de la Poste qui ne sont désormais plus notés par leur hiérarchie mais par les clients, pourtant il y a 20 ans personne n'aurait osé croire à ce scénario.

Peut-être devrions-nous envisager, pour une hiérarchie zélée sur les « évaluations d'écoles », que les collègues avec leurs organisations syndicales évaluent cette hiérarchie. Nous sommes persuadés que cela ne plairait pas à tous... « Ne pas faire aux autres ce que l'on ne veut pas que l'on nous fasse », expression bien connue... Pour le moment, c'est sous le ton de la plaisanterie que nous le disons... Pour le moment !

Le Snudi FO 93 fera tout pour s'opposer à ces « évaluations d'écoles » !

Manque de postes et de moyens :

Dans le même esprit la carte scolaire devra se faire sous des contraintes budgétaires, le nombre d'élèves par classe dédoublées sera supérieur aux 12 élèves par classes comme l'ont toujours annoncé les ministres de l'Education Nationale, les seuils dans les autres écoles ne seront pas respectés, les RASED ne seront pas complets, le nombre de remplaçants insuffisant pour couvrir les absences légitimes des collègues, le nombre d'AESH toujours insuffisant pour accueillir avec toute la dignité qu'ils méritent des élèves handicapés. AESH qui resteront avec un salaire de misère et un statut inexistant. Ceci dit

que peut-on espérer de la part d'un gouvernement qui n'a de cesse de casser notre statut d'en accorder un aux AESH ?

Quelques cas peuvent illustrer ces situations

- Concernant les dédoublements, nous constatons que bon nombre d'écoles vont devoir dédoubler mais avec des effectifs de 15, 16 voire 17 élèves. Nous sommes bien loin de l'objectif tant vanté par notre ministère. Ainsi ce sera une maternelle en co intervention avec un groupe de 30 élèves et un dédoublement avec un groupe de 15...
- Concernant l'accueil des élèves handicapés, nous allons trouver des situations où trois élèves avec 18 h de notifications chacun se voient adjoindre une seule AESH pour les trois avec 12 heures au total. AESH qui bien entendu devra se répartir sur deux sites.
- Concernant le remplacement, combien encore d'élèves vont perdre des « heures d'enseignements » selon la formule choisie ? Allons nous revoir aussi des remplaçants réquisitionnés pour aider aux « formations constellations » obligeant des directeurs de répartir les élèves là où l'on a repris ces moyens ?
- Concernant le RASED, il y a des écoles qui ne verront personne car les moyens sont répartis sur plusieurs écoles et on demande aux collègues du réseau de faire du conseil, du pilotage... On le sait, ça ne marchera pas, alors le ministère pourra ensuite saborder définitivement cette aide. A ce titre vous avez été destinataire d'une lettre de la part des membres du RASED, nous attendons votre réponse.
- Concernant les chiffres eux même, nous constatons des différences à la baisse entre les chiffres donnés par les collègues dans leurs écoles et ceux présents sur les tableaux de la DSDEN. Comment comprendre ces différences ? « *Où sont donc passés mes élèves ?* » comme le relevait à juste titre une directrice.

Au-delà de ces remarques, c'est dans un contexte social dégradé nationalement, Monsieur le Directeur Académique, que s'est mise en place la refondation de la fonction publique et l'installation du CSA. Nous vous l'avons déclaré lors de cette installation, les mots ont un sens et fixent une orientation, la FNEC FP FO n'a pas vocation à participer à la gestion de la déréglementation ni à répartir la pénurie dans le cadre de l'enveloppe budgétaire fermée.

Nous vous remercions, Monsieur le Directeur Académique, Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD, de votre écoute.